

1 Se mobiliser pour la « justice climatique »

2
3

4 Début novembre 2014 le GIEC, le groupe des experts du climat, a publié sa dernière « note pour
5 décideurs » qui explique que le changement climatique s'accélère et que, si des mesures urgentes ne
6 sont pas prises, la température moyenne à la surface du globe pourrait s'élever de plus de 4° à la fin
7 du siècle ce qui produira de nombreuses conséquences dramatiques pour l'humanité, à commencer
8 par une élévation du niveau des mers qui menacera des zones côtières très peuplées. Pour limiter le
9 réchauffement moyen à 2° maximum, il faudrait « *réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40*
10 *à 70% entre 2010 et 2050* ». Nous en sommes aujourd'hui très loin : les émissions de gaz à effet de
11 serre augmentent au contraire à un rythme rapide : plus 44% entre 1990 et 2010 et aucune inflexion
12 n'est aujourd'hui notable.

13 Le réchauffement climatique est donc un défi absolument majeur pour l'humanité, défi auquel ne
14 répondent en rien le système actuel et les gouvernements en place. Plus de 20 conférences de l'ONU
15 ont été organisées sur le sujet sans que ne soient prises les mesures nécessaires, et les dernières
16 annonces faites cette année par l'Union Européenne, les Etats-Unis ou la Chine sont très loin de
17 répondre aux nécessité de l'heure. Cette incapacité des grandes institutions internationales comme
18 des gouvernements renvoie à la logique même d'un système économique et social basé sur la loi du
19 profit et le productivisme. Lutter contre le réchauffement et pour la « justice climatique », une notion
20 qui prend en compte la responsabilité historique des pays industrialisés et la nécessité d'engager une
21 transition écologique qui ne se fasse pas au dépend des salariés, des paysans et des couches
22 populaires, doit donc s'attaquer aux racines même de ce système comme le font les mouvements qui
23 revendiquent de :

- 24 • Laisser les combustibles fossiles dans le sous-sol et investir dans les énergies
25 renouvelables, appropriées, efficaces, sûres, propres et contrôlées par les communautés.
- 26 • Rejeter les «fausses solutions » promues par les multinationales et les institutions
27 financières, telles que les marchés et les compensations carbone, les agro-carburants, le
28 nucléaire, la géo-ingénierie...
- 29 • Réduire drastiquement le gaspillage, avant tout et surtout dans le Nord, mais aussi celui
30 des élites du Sud.
- 31 • D'énormes transferts financiers du Nord vers le Sud, basés sur le remboursement de la
32 dette climatique et sujets à un contrôle démocratique. Les coûts d'adaptation et d'atténuation
33 doivent être pris en charge en réorientant les budgets militaires, par la mise en place de taxes
34 innovantes et par l'annulation de la dette.
- 35 • Une conservation des ressources basée sur les droits, qui renforce les droits des peuples
36 indigènes à la terre et promeut la souveraineté des peuples sur l'énergie, les forêts, la terre et
37 l'eau.
- 38 • Une agriculture et pêche familiale et durables, et la souveraineté alimentaire.

39

40 Ces revendications sont indispensables pour répondre aux préconisations du GIEC sans faire peser
41 sur les plus fragiles les coûts de l'adaptation au changement climatique et de la transition vers un
42 modèle qui ne sera plus basé sur les énergies fossiles, mais elles engagent sur la voie d'une rupture
43 plus radicale. Stopper le changement de climat ne sera pas possible si le système productiviste basé
44 sur le profit et le credo de la croissance à tout prix n'est pas remis en cause. Une transition
45 énergétique et environnementale démocratique veut dire donner aux salariés les pouvoirs de
46 transformer leur entreprise, s'appuyer sur une agriculture paysanne et sur des circuits courts, donner
47 aux habitants et aux communautés locales le contrôle sur leur approvisionnement en eau et en
48 énergie, développer les réseaux de transports public, exproprier les grands groupes extractivistes...

49 Les luttes contre les « grands projets inutiles » ou les projets de forage de gaz de schistes se sont
50 multipliées en France comme dans de nombreux pays mais il n'existait pas de mouvement
51 permanent de lutte pour la justice climatique. Les manifestations du 21 septembre à New York et

52 dans de nombreux pays en préparation du sommet sur le climat de l'ONU de Paris en décembre
53 2015 changent la donne et permettent de construire une mobilisation qui articule :

- 54 • Les luttes de résistance contre les projets inutiles et extractivistes,
- 55 • Les luttes pour les alternatives concrètes, comme les Alternatiba,
- 56 • La mobilisation citoyenne sur les revendications de la justice climatique.

57 « Coalition Climat 21 », une coalition très large, avec les principaux syndicats, associations
58 environnementales et mouvements citoyens, s'est mise en place en France pour construire cette
59 mobilisation, en coordination avec des mouvements internationaux de nature similaire. Cette coalition
60 s'est constituée pour développer la mobilisation pour la conférence de Paris de décembre 2015 et
61 son existence est une condition nécessaire pour réussir une mobilisation de masse à la hauteur des
62 enjeux. Mais elle ne pourra pas dépasser des divergences qui existent au sein des mouvements,
63 comme le nucléaire ou les mécanismes de marché tels que les marchés du carbone.

64 Pour « Ensemble » cette mobilisation est une des priorités pour les années à venir. Cette priorité se
65 traduira en pratique :

- 66 • Par le soutien à la Coalition Climat 21 et l'implication dans les mobilisations prévues pour
67 2015,
- 68 • Par le soutien plus spécifique aux mouvements qui, dans le cadre de cette coalition,
69 s'oppose aux fausses solutions comme le nucléaire ou les marchés du carbone,
- 70 • Par la mise en place d'un espace des forces politiques qui se reconnaisse dans cette
71 mobilisation et dans le soutien aux mouvements pour la « justice climatique » et qui puisse
72 être le pendant politique de la coalition des mouvements, ong et syndicats.

73